

# Les ambitieuses réformes de Joe Biden

*par Thierry Meyssan*

Le président Biden et le Parti démocrate ont lancé de très importantes réformes, non pas sociales, mais sociétales aux États-Unis. Il viennent aussi de tracer les bases de la relance de l'impérialisme. Cependant, il est difficile de dire si tout cela sera poursuivi ou si ce sera abandonné du fait de la sénilité du président.

RÉSEAU VOLTAIRE / PARIS (FRANCE) / 23 MARS 2021

عربي DEUTSCH ΕΛΛΗΝΙΚΑ ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO PORTUGUÊS  
РУССКИЙ TÜRKÇE



**L**e président Biden a consacré le premier mois de son mandat à faire avancer son objectif de réforme sociétale et le second à poser les bases de sa politique étrangère. On ignore encore précisément ce que sera le troisième volet des « 100 jours » qui devrait porter sur les questions économiques. Il devrait se traduire par une vaste mise à niveau des infrastructures du pays, aujourd'hui en ruines, financée par une hausse de 30 % des impôts, selon la doctrine keynésienne poussée à l'extrême.

Je ne discuterais pas ici du bien-fondé de la politique de

l'administration Biden, mais exclusivement de ses conséquences.



**Après avoir baissé au début de l'épidémie de Covid-19, le prix de l'essence à la pompe aux États-Unis a brusquement augmenté de 30 % depuis l'élection du président Biden.**

## Réforme sociétale

La gauche occidentale a renoncé à défendre les nations et les pauvres. Aux États-Unis, elle s'est reconvertie dans la recherche de la Pureté selon le modèle des « Pères pèlerins ». Il s'agit pour elle de racheter les fautes passées (le massacre des indiens, l'esclavage des africains, la destruction de la nature) et de construire un monde meilleur fondé non pas sur l'égalité de chacun, mais sur l'équité des communautés.

Les États-Unis sont un très vaste pays peuplé de migrants économiques. Par le passé, ils ont pratiqué une sélection des candidats sur des critères sanitaires et ethniques, mais se sont toujours considérés comme un refuge pour les pauvres entrepreneurs. Depuis une quarantaine d'années, ils font face à une population d'immigrés illégaux, ce qu'ils n'avaient jamais connu auparavant. Ils sont 11 à 22 millions.

Le Parti démocrate entend régler l'ensemble du problème (à la fois les règles d'immigration, le statut des immigrés légaux et celui des immigrants illégaux), mais il hésite à le faire par une seule loi ou par plusieurs. Il a le souvenir du projet du sénateur Chuck Schumer (D-NY), qui a trop embrasser de choses différentes à la fois, fut rejeté

malgré le soutien du président Obama.

En premier lieu, les Démocrates entendent naturaliser les 5,6 millions de personnes ayant immigré illégalement alors qu'elles étaient mineures (les « *dreamers* ») qui, depuis le président Obama, ne sont plus expulsables. Bien que les Démocrates soient majoritaires dans les deux chambres du Congrès, il n'est pas du tout certain que cette loi soit adoptée. En effet, sans attendre cette « amnistie générale », des dizaines de milliers de Sud-Américains se sont mis en marche à l'annonce de l'élection du président Biden, persuadés qu'ils seraient accueillis par le « Pays de la Liberté ». Là où c'est possible, ils franchissent en masse la frontière mexicaine.

Or, cet accueil intervient alors que le Parti démocrate n'accorde plus d'importance à la notion de Patrie. Dès l'ouverture de la session du Congrès, la présidente démocrate de la Chambre, Nancy Pelosi, a déposé une très volumineuse proposition de loi (H.R. 1) qui entend réformer le système électoral. Il s'agit de transférer la responsabilité des listes électorales des États fédérés au gouvernement fédéral. Il en résulte qu'au moins 13 millions d'étrangers légaux et surtout illégaux, qui figurent sur des fichiers fédéraux, deviendraient électeurs. Si quelques pays accordent aux étrangers le droit de vote à des élections locales, ce serait la première fois au monde qu'ils pourraient voter non seulement à celles-ci, mais aussi pour désigner le chef d'État.

Ce projet renvoie à un débat qui date de plusieurs années déjà. En 2016, 834 218 électeurs d'Hillary Clinton avaient voté illégalement à l'élection présidentielle : ils n'étaient pas citoyens, mais étrangers. En 2017, le président Trump créa une commission *ad hoc* pour comparer les listes électorales établies par les États fédérés avec les données du département de Sécurité de la Patrie. Il s'agissait déjà d'évaluer la fraude à laquelle les Démocrates venaient de s'adonner. Mais de nombreux États ne transmirent que des listes inutilisables ne comportant que les noms des électeurs et aucune autre indication permettant de les identifier (dates et lieux de naissance par exemple). La commission, incapable de faire son travail, fut dissoute.

Observons que la confusion entre citoyenneté et droit de vote n'est pas uniquement un problème états-unien. Ainsi en France, le Premier ministre Jean Castex a, par décret, interdit aux Français vivant à l'étranger de revenir en France en période épidémique sauf motif impérieux, ce qui revenait à les bannir sans jugement. Cette décision

ignoble a bien évidemment été cassée par le Conseil d'État (Justice administrative), mais elle montre que la classe dirigeante française, comme son homologue états-unienne, n'a plus conscience de ce qu'est la citoyenneté.

Le Parti démocrate ne s'arrête pas là. Il entend aussi transformer le mode de vie des habitants du pays (je n'ose pas écrire de « ses concitoyens ») ; un pouvoir qu'il s'arroge en violation de la Constitution US. L'Administration Biden vient en effet de prendre une série de mesures spectaculaires pour la « transition énergétique », c'est-à-dire en pratique pour remplacer les véhicules à essence par d'autres à électricité. Selon l'estimation d'un organisme qu'elle vient de créer, l'Interagency Working Group on Social Cost of Greenhouse Gases, le coût de cette transition serait d'environ 9 500 milliards de dollars (9,5 trillions de dollars). On imagine le nombre d'emplois supprimés et de familles ruinées qu'elle provoquerait. C'est très exactement ce type de mesure qui provoqua la Guerre civile. Il s'agissait à l'époque de transférer les pouvoirs de douane aux autorités fédérales, ce qui aurait développé les États industriels du Nord et ruinés les États agricoles du Sud.

À l'initiative du Missouri, 12 États ont porté l'affaire en Justice et demandent l'abrogation des décrets du président Biden en la matière. Nous verrons comment la Cour suprême tranchera.

Quoi qu'il en soit, la transition énergétique ne détruit pas seulement la société états-unienne, mais prive aussi le pays d'une arme importante : il est le premier exportateur de pétrole au monde et s'apprête par décret à fermer tous ses puits.

### **Le président Biden menace son homologue russe**

## La politique étrangère

Pleine de bonne volonté, l'administration Biden a clamé haut et fort qu'elle allait rétablir les liens des États-Unis avec leurs alliés et les consulter pour toutes les décisions les concernant. Elle a également annoncé que les différends avec la Chine ne devaient pas altérer les relations économiques, mais que ceux avec la Russie étaient rédhitoires.

Les Européens qui avaient cru ces bonnes paroles n'ont pas tardé à déchanter. Ils auraient déjà dû se méfier quand, pour leur parler, le secrétaire d'État, Anthony Blinken, s'est adressé en vidéo-conférence avec son homologue britannique aux Allemands et aux Français, pas aux 26.

► Pour commencer, l'Union européenne, se trouvant à court de vaccins anti-Covid, demanda à Washington de lui vendre les vaccins AstraZeneca en stock aux USA où ils n'étaient toujours pas autorisés. Refus cinglant de la Maison-Blanche. La solidarité avec les alliés ne va pas jusqu'à les sauver d'un péril mortel. Ces stocks ont immédiatement été classés « stratégiques », ce qu'ils n'étaient pas jusque là.

► Deuxième épisode : les États-Unis du président Trump ont obtenu la normalisation des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël en reconnaissant que le Sahara espagnol n'est pas un État indépendant, mais un territoire marocain. L'Espagne a interprété —à tort— l'élection du président Biden comme une occasion de remettre en cause cette évolution. Erreur ! Les États-Unis n'ont pas tardé à menacer militairement Madrid pour le dissuader de toute velléité d'intervention. Ils ont « oublié » de le prévenir qu'ils organisaient un exercice militaire joint avec le Maroc et ils ont « perdu » les cartes régionales. Un beau matin de mars, l'état-major espagnol stupéfait a vu des dizaines d'avions US armés pénétrer dans son espace aérien « par erreur », aux Canaries.

► Troisième épisode : les Européens ont été écartés des négociations sur l'avenir de l'Afghanistan où ils ont déployé des contingents sous commandement US.

► Enfin quatrième épisode, Washington a décidé d'imposer aux Européens de stopper la construction du pipe-line Nord Stream 2. Pour ce faire, le département du Trésor a débuté des investigations sur toutes les personnes et sociétés impliquées. On attend les sanctions, non plus contre des Russes, mais contre des Européens à l'exception des Allemands.

Le département d'État s'est entretenu durant deux jours avec ses homologues chinois. Devant les caméras de télévision, Antony Blinken a mis en scène ses réprimandes à propos du Tibet, de Hong-Kong, des Ouïghours et de Taïwan. Courtois, les Chinois ont avalé les couleuvres. Puis, une fois les portes fermées ce qui devait avoir lieu eut lieu : Washington a dissocié cette brève remontrance des intérêts économiques de sa classe dirigeante. Il a mis fin à la politique du

président Trump et a repris ses importations massives, au détriment de ses ouvriers.

Là où les choses ont pris un cours inattendu, c'est avec la Russie. Dans un entretien télévisé, le président Biden a injurié son homologue russe, le traitant d'« assassin » ; une appréciation pour le moins choquante de la part d'un pays qui consacre 8 milliards de dollars annuels aux assassinats ciblés de ses opposants dans le monde. Appuyant son propos, le président Biden a poursuivi en déclarant que son homologue « en paiera les conséquences ».

Historiquement, Washington réservait ce type d'injure à des leaders du tiers-monde avant de détruire leur pays, jamais à l'égard d'un dirigeant russe. Les Européens, recadrés par les États-Unis, n'ont pas osé réagir.

Passé le moment de surprise et le rappel de son ambassadeur, Moscou a répondu par la voix du président Poutine. Il a souligné que l'on projette parfois qui l'on est sur les étrangers que l'on regarde. Bref que « c'est celui qui dit qui l'est ». Puis, il a invité son homologue états-unien à participer à un débat en direct avec lui devant leurs deux nations. Bien embarrassé, la porte-parole de la Maison-Blanche a assuré que l'emploi du temps du président Biden était trop chargé pour lui permettre d'y participer. Washington ne souhaite pas risquer sa crédibilité dans un « combat des chefs ».

**Le président Gerald Ford ne parvenait pas à monter un escalier en mâchant un chewing-gum, le président Joe Biden n'y parvient pas, même sans chewing-gum.**

## Bientôt le président Biden sur la touche ?

À l'évidence, on s'inquiète pour la santé du président Biden. Nous avons déjà plusieurs fois indiqué qu'il souffrait de la maladie d'Alzheimer. En soit ce n'est pas grave. D'autres gouvernent à sa place. Mais ne pas parvenir à les identifier transforme les États-Unis en un régime opaque, absolument pas démocratique.

Plusieurs parlementaires démocrates évoquent en privé la possibilité de constater l'incapacité du président et de le destituer, certains demandent publiquement que le pouvoir d'actionner la force de frappe

nucléaire lui soit retiré.

La vice-présidente Kamela Harris se fait plus présente dans les médias, se contentant pour le moment de jouer sur la corde féministe et sur son appartenance à la minorité noire. Clairement, elle se prépare à lui succéder rapidement. Prémonitoire, Joe Biden l'a déjà plusieurs fois appelée par erreur « Madame la présidente ».

*Thierry Meyssan*